

## 14ème législature

|  |   |  |
|--|---|--|
| <b>Question N° :</b><br><b>76081</b>   | De <b>Mme Marie-Hélène Fabre</b> ( Socialiste, républicain et citoyen -<br>Aude ) | <b>Question écrite</b>   |
| <b>Ministère interrogé</b> > Travail, emploi, formation<br>professionnelle et dialogue social                    |   | <b>Ministère attributaire</b> > Travail, emploi, formation<br>professionnelle et dialogue social |
| <b>Rubrique</b> > politique sociale  | <b>Tête d'analyse</b> > lutte<br>contre l'exclusion                               | <b>Analyse</b> > insertion par l'activité économique.<br>structures d'insertion. financement.    |
| Question publiée au JO le : <b>17/03/2015</b><br>Réponse publiée au JO le : <b>28/04/2015</b> page : <b>3276</b> |   |  |

### Texte de la question

Mme Marie-Hélène Fabre appelle l'attention de M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social sur les graves difficultés de trésorerie et les risques de cessation de paiement encourus par les structures portant des actions relevant de l'Insertion par l'activité économique, comme les ateliers et chantiers d'insertion. Elle lui expose que le président du réseau national chantier école, représentant plus de 700 structures d'insertion et près de 35 000 personnes accompagnées, sollicite des garanties en termes de continuité de versement des aides au poste pour les ateliers et chantiers d'insertion, suite aux réformes engagées dans le secteur du financement de l'insertion par l'activité économique. Elle lui précise que ces structures accusent de nombreux retards et ruptures dans les versements des aides du fait de dysfonctionnements administratifs. Elle lui demande donc s'il envisage de remédier à l'urgence de la situation et sous quels délais. De plus, elle l'interroge sur l'opportunité de procéder à une adaptation des règles de gestion des conventionnements et des versements de ces financements.

### Texte de la réponse

La réforme mise en oeuvre en 2014 fait partie intégrante d'une politique ambitieuse pour l'insertion par l'activité économique. Le Conseil national de l'insertion par l'activité économique (CNIAE) a su élaborer et faire valider par tous les acteurs qui y sont représentés (collectivités publiques, réseaux de l'insertion par l'activité économique, syndicats professionnels de salariés et d'employeurs) les fondamentaux de ce projet commun entérinés par le Premier ministre en juillet 2013. Cette réforme a harmonisé le mode de financement des structures de l'IAE en généralisant le principe d'une aide au poste d'insertion composée d'une part socle et d'une part modulée, reprenant les propositions du CNIAE y compris dans les montants. Elle s'est accompagnée d'un effort financier significatif de près de 40 millions d'euros supplémentaires, et de la prise en compte de l'évolution du SMIC dès 2015. L'aide au poste des ateliers et chantiers d'insertion (ACI) s'est substituée aux aides antérieurement versées par l'Etat, à savoir l'aide à l'accompagnement et les contrats aidés. Son montant socle a été fixé pour correspondre au montant moyen par poste des aides précédemment versées par l'Etat. Il est de 19 354 € à compter de l'année 2015. Il couvre les missions de base d'une structure de l'insertion par l'activité économique, permettant ainsi de financer l'organisation spécifique mise en place en vue de faciliter l'insertion professionnelle, les coûts liés à la rotation des personnes embauchées, leur faible productivité, l'accompagnement professionnel mené en relation avec les autres partenaires du territoire. Ce socle est complété par un montant modulé compris entre 0 et 10 % du montant socle. Il est déterminé sur la base de trois critères : les caractéristiques des personnes embauchées, les efforts d'insertion mis en oeuvre et les résultats en terme de sorties de la structure. Pour l'année 2014, année de transition de la mise en



oeuvre de la réforme, la part modulée a été fixée au taux de 5 % du montant socle de l'aide au poste conventionnée par structure. La mise en oeuvre des différents critères en 2015 sera examinée par le CNIAE afin de proposer des modalités d'amélioration du système de modulation. Pour tenir compte des problématiques spécifiques des ACI en matière de trésorerie liées au remplacement des contrats d'accompagnement dans l'emploi par des contrats à durée déterminée, les paiements de l'Agence des services de paiement ont été organisés de manière hebdomadaire pour plus de réactivité dès l'été 2014. En outre, en vue d'éviter des ruptures de paiement au passage d'une année à l'autre, des mesures destinées à garantir la continuité du cadre juridique de l'activité d'insertion et à assurer, dès le début de l'année, un niveau de trésorerie suffisant aux structures de l'insertion par l'activité économique ont été prises (conclusion d'annexes financières avant les dialogues de gestion, et avant la détermination définitive des maquettes budgétaires annuelles). Les ACI en difficulté, malgré les mesures prises, doivent se signaler aux services des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), ils feront l'objet d'une attention particulière. A la date du 16 mars 2015, les porteurs d'ACI ont reçu plus de 70M€ de versements de la part de l'Etat au titre des aides au poste depuis le début de l'année.